

## ABONNEMENT

SAUMUR	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
POSTE	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

## On s'abonne

A SAUMUR  
Au bureau du Journal  
ou en envoyant un mandat  
sur la poste  
et chez tous les libraires

POLITIQUE. LITTÉRATURE. SCIENCES. INDUSTRIE

## L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

## INSERTIONS

Annonces, la ligne	20
Réclames, —	30
Faits divers, —	75

RÉSERVES SONT FAITES  
Du droit de refuser la publication  
des insertions reçues et même payées,  
sauf restitution dans ce dernier cas ;  
Et du droit de modifier la rédaction  
des annonces.

Les articles communiqués doi-  
vent être remis au bureau du  
journal la veille de la reproduc-  
tion, avant midi.  
Les manuscrits déposés ne  
sont pas rendus.

## On s'abonne

A PARIS  
A L'AGENCE HAVAS  
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire  
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-  
poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 21 AVRIL

## LE PÉRIL ALGÉRIEN

Si les colonies relèvent de l'insouciant sous-secrétaire d'Etat, l'Algérie est sous la direction du ministre de l'intérieur Constans.

L'Algérie est, en effet, considérée comme un groupe de départements français.

Or, M. Constans, disent les *Tablettes d'un Spectateur*, ne semble pas plus se préoccuper des désordres qui se produisent en Algérie que M. Etienne ne se préoccupe des désordres qui se passent au Tonkin.

Il souffle depuis quelque temps un vent de révolte en Algérie.

Il s'y commet des crimes qui sont le résultat de la haine des indigènes contre l'administration.

Naturellement ce sont les colons qui sont victimes.

Chaque jour le péril grandit, et les colons sont obligés de transformer leurs maisons en forteresses et de percer des meurtrières dans leurs murs.

Ils savent, en effet, que dans les villages chaque indigène a son fusil caché dans un trou; ils savent que des familles puissantes, jadis divisées, sont aujourd'hui réunies dans une haine commune contre « l'opresseur ».

Ce que les colons savent, l'administration ne l'ignore pas non plus.

La liste des attentats commis par des indigènes armés contre les propriétés et les personnes est interminable. Et ces attentats ne sont pas l'œuvre de brigands isolés; on y voit clairement l'association, c'est-à-dire l'esprit d'insurrection.

Souvent même, les propriétaires sont prévenus, par des avis aussi menaçants que mystérieux, qu'ils sont désignés pour l'œuvre de vengeance.

Et ces menaces sont exécutées fidèlement, si les propriétaires ne paient pas la rançon qui leur a été proposée pour être épargnés.

Les colons sont effrayés, et il y a de quoi. Ils viennent de supplier la Commission d'enquête récemment nommée de venir en Algérie pour se rendre compte de la situation.

A quoi bon cette nouvelle promenade parlementaire ?

Est-ce que le gouvernement et les préfets ne savent point ce qui se passe ?

Si, ils le savent très bien, et ils en ont certainement informé M. Constans.

Mais le gouvernement républicain, toutes les fois qu'il a parlé de l'Algérie, a dit : « la plus belle et la plus florissante de nos colonies. »

Les opportunistes n'admettent pas que leurs procédés administratifs soient suspectés de ne pas être excellents, pas plus que les Juifs qui subventionnent la République pour s'en faire des rentes ne veulent qu'on critique le décret détestable par lequel l'affreux petit Crémieux expulsa les Arabes en 1870.

Et l'on en usera avec l'Algérie comme Jules Ferry en a usé et comme M. Etienne continue d'en user avec le Tonkin.

On affirmera que tout est pour le mieux

dans la meilleure des colonies jusqu'au moment où l'orage éclatera sur tous les points à la fois.

Et il faudra éteindre la révolte dans le sang, dans beaucoup de sang.

En attendant, nous conseillons aux capitalistes désireux de mener un vie aventureuse dans toute l'acceptation du mot de faire leurs paquets et d'aller là-bas demander des concessions.

Mais ils feront bien d'emporter une bonne provision de fusils à longue portée et de se faire accompagner d'un nombreux personnel capable de guerroyer.

## Jeanne d'Arc et Carnot

Un gros bonnet républicain, interrogé sur l'invitation faite au président Carnot d'assister aux fêtes célébrées à Orléans en l'honneur de Jeanne d'Arc, a répondu : « Qui diable, par exemple, a eu l'idée d'inviter M. le Président de la République à y assister, c'est une autre question. Personne n'accepte la paternité de cette idée. Vous pouvez interroger qui vous voudrez, celui que vous interrogerez vous répondra : ce n'est pas moi. »

Ce même personnage républicain se réjouit de la présence de M. Carnot « à cette belle capucnade » parce que ses coreligionnaires crieront : Vive la République ! « à la barbe des curés ».

En effet, immédiatement après le défilé des troupes, les portes de l'Hôtel des Créneaux ouvriront. Le corps municipal, précédé de la bannière de Jeanne d'Arc et de l'étendard de la ville, en sortira, passera à son tour devant la tribune du Président et se dirigera vers la basilique.

Sur le parvis s'avanceront, au milieu d'un immense clergé, neuf archevêques ou évêques, mitres en tête, crosses en main. Les tours de la cathédrale s'embraseront, et, aux accents des cantiques, au son des trompettes, des tambours battant aux champs, au lointain grondement du canon, le maire remettra pieusement la bannière de la Pucelle à l'évêque d'Orléans. Celui-ci donnera l'accolade au magistrat de la cité, et les neuf prélats béniront le corps municipal, l'armée, la foule, et, dans le lointain, le Président de la République.

Si l'on en croyait les feuilles radicales, l'idée de ce voyage présidentiel émanerait du secrétaire général de la présidence, le général Brugère. C'est sa fille, M<sup>lle</sup> Céline Brugère, filleule de M. et de M<sup>me</sup> Carnot, qui offrirait au Président de la République le bouquet traditionnel.

La presse radicale a tonné contre le projet prêt à M<sup>me</sup> Carnot d'assister aux cérémonies religieuses qui doivent avoir lieu à la cathédrale d'Orléans. Aussitôt une feuille ministérielle a déclaré que jamais M<sup>me</sup> Carnot n'avait eu cette intention — sa grandeur l'attache au rivage. La presse radicale n'en persiste pas moins à prétendre qu'elle a « éventé la mèche » et que la belle-mère du général Brugère paiera les frais de l'aventure. Elle avait déjà fait installer un salon spécial, rouge et or, pour recevoir dignement madame Carnot.

Tout cela est triste, bien triste. Mais il y a la note comique pour dérider les fronts attristés :

Une surprise a été réservée à M. Carnot. En passant rue Bannier, le Président saluera la « statue du Grand Carnot couronné par la Victoire », groupe improvisé en quelque sorte, pour la circonstance, par M. A. Lanson, le célèbre sculpteur. Carnot est représenté debout, le bras droit replié sur la poitrine, dans un geste plein d'énergie. Au-dessus de sa tête, dont la physionomie s'éclaire de résolution et de volonté, une Victoire ailée soutient une couronne.

Il faut avouer que cette apothéose du « Grand Carnot » en face de Jeanne d'Arc excite une douce gaieté ! C'est d'un goût douteux.

E. R.

## INFORMATIONS

Au cours de la séance qu'elle a tenue hier, la Commission du budget a été avisée que d'après des renseignements puisés auprès de l'administration coloniale, le budget de l'Indo-Chine se trouve en déficit de 15 millions pour l'exercice 1890, et qu'on prévoit, pour l'exercice courant, un nouveau déficit de 40 millions au minimum.

L'année 1891 voit la première application d'une mesure votée par les Chambres, et qui figure dans la loi des finances pour l'exercice actuel.

Aux termes de l'article 31 de cette loi, les pensions militaires concédées à des officiers ou assimilés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1891 ne pourront plus désormais se cumuler avec un traitement civil payé par l'Etat, les départements, les communes ou les établissements publics, que dans le cas où le total de la pension militaire et du traitement civil sera inférieur au montant de la solde, sans les accessoires, dont jouissait le titulaire au moment de sa mise à la retraite.

Lorsque ce total dépassera le montant de la solde, il y sera ramené par une suspension d'une partie de la pension.

Lorsque le traitement civil sera égal ou supérieur au montant de la solde, la pension sera complètement suspendue tant que le titulaire jouira de ce traitement.

La loi considère comme traitements les indemnités ou salaires alloués aux officiers ou assimilés retraités et employés à titre d'auxiliaires permanents par l'Etat, les départements, les communes ou les établissements publics.

Toutefois ces diverses dispositions ne s'appliqueront pas aux pensions militaires qui seront concédées à des officiers ou assimilés retraités pour blessures ou infirmités équivalant à la perte d'un membre et contractées pendant le service.

Il est entendu que le parti monarchique n'inspire plus aucun souci à la République. On l'a bien vu lorsque naguère l'honorable M. Bocher a résigné ses fonctions et a été remplacé par M. le comte d'Haussonville. Pendant

huit jours la presse républicaine ne s'est pas occupée d'autre chose. Ces jours-ci a été publiée la lettre adressée par M. le comte d'Haussonville aux présidents des comités royalistes. La *République française*, le *Rappel*, le *Radical*, la *Lanterne*, le *Paris*, etc., ne manquent pas de signaler et de discuter ce nouveau document. La *République française* ne se borne pas à des appréciations, elle donne des conseils à M. d'Haussonville qui, bien certainement, ne manquera pas de les mettre à profit :

« Au fond, ajoute-t-elle comme conclusion, toutes ces belles paroles adressées aux présidents des comités tombent dans le vide. »

Donc, ce n'est rien, et voilà pourquoi elles excitent tant de bruit dans la presse républicaine.

## M. CARNOT ET M. DE MAC-MAHON

Le maréchal de Mac-Mahon, toujours très droit et très alerte, malgré ses quatre-vingt-trois ans, assistait à la dernière réunion du concours hippique.

Au moment où M. Carnot, venu officiellement au concours, se dirigeait vers la tribune d'honneur, il a aperçu le maréchal de Mac-Mahon et l'a très gracieusement salué. L'ancien Président de la République s'est découvert à son tour, et d'une façon très cordiale, devant le Président actuel.

## IL DEMANDE UNE COMPENSATION

M. Tirman ne veut pas être député ni sénateur; il veut une compensation, une bonne, naturellement.

L'*Estafette*, qui doit être renseignée, dit :

« Contrairement à ce qu'annoncent divers journaux, il est inexact que M. Tirman, ancien gouverneur de l'Algérie, songe à briguer un mandat électif dans le département des Ardennes, où d'ailleurs aucun siège n'est vacant. »

« Ce que M. Tirman souhaite et espère, c'est une « compensation », et il l'a déclaré à diverses reprises dans les entretiens qu'il a eus, en ces temps derniers, avec le ministre de l'intérieur. »

Une belle ambassade, par exemple, avec cent mille francs de traitement, lui conviendrait.

M. Tirman est habitué maintenant à cent mille francs de traitement. Il ne veut pas décroître.

Le *Figaro* annonce que le prince Victor, la princesse Lœtitia et la princesse Clotilde ont signé mercredi dernier, devant le juge de paix de Nyon, un acte par lequel ils renoncent à attaquer le testament du prince Jérôme, testament qui devenait nul de plein droit à défaut de cette renonciation. Cet acte permet au prince Louis l'entrée en possession immédiate; tout est terminé, grâce à l'union parfaite de tous les membres de la famille.

Le *Figaro* ajoute : L'ensemble de la fortune de Jérôme ne dépasse pas un million de capital.

Les exécuteurs testamentaires vont com-





